

**AROUS ZOUBIR,
SOCIOLOGUE-CHERCHEUR :**

«La pauvreté ne peut pas justifier les attentats suicides»

«La misère fait le lit du terrorisme». Jamais cette thèse n'a été autant exploitée. La pauvreté dans laquelle vivaient les deux terroristes qui ont fait exploser le siège de l'ONU et celui du Conseil constitutionnel est présentée comme la raison les ayant poussés à commettre leurs actes.

Si une telle approche se vérifiait, l'avenir ne pourrait qu'être sombre au regard du nombre de pauvres que compte le pays. Le sociologue Arous Zoubir réfute catégoriquement cette thèse. Il estime qu'on ne peut pas tout expliquer en invoquant la pauvreté. Pour cet enseignant-chercheur «le phénomène n'a rien à avoir avec la pauvreté». Il préfère d'ailleurs au terme kamikaze celui de suicidaires car, dit-il, «les kamikazes, c'est dans la tradition asiatique. Les Asiatiques ont recours à cette pratique, elle est liée à certaines idées révolutionnaires». Pour lui, ces individus «expriment de la sorte l'absence d'horizons. Ils n'ont pas de perspective».

Le sociologue Arous Zoubir estime néanmoins qu'il faut absolument trouver des explications «rationnelles» aux deux récents attentats. «Il faut bien les analyser et étudier le profil sociologique des deux auteurs. Le premier est une personne âgée, responsable de ses actes. Si ça avait été la pauvreté qui l'avait poussé à faire ce qu'il a fait, il n'aurait pas attendu d'avoir 64 ans. Il ne faut pas oublier qu'il a perdu deux enfants également. Le second a fait de la prison et il ne faut pas oublier que partout, l'extrémisme est né dans les prisons. Ce qui s'est passé en Egypte est à ce titre révélateur.»

Poursuivant son analyse de ce qui s'est passé mardi dernier, Arous Zoubir estime que «les deux suicidaires n'étaient pas à la recherche d'écho médiatique. C'est un acte criminel. Ils ont ciblé le Conseil constitutionnel qui est un symbole de l'Etat, très lié au débat qui tourne autour de la révision constitutionnelle».

En ciblant le Pnud, ce n'est pas seulement une atteinte à une institution onusienne mais une remise en cause de tout le travail qui se fait pour la réforme de la justice, de l'école qui se fait avec l'aide des institutions internationales. C'est un symbole du changement qui a été ciblé». Pour ce chercheur, qui s'est beaucoup intéressé à la question du terrorisme, ce n'est que dans la recherche de réponses claires et rationnelles qu'on peut tenter de comprendre ce qui se passe en Algérie.

Pour lui, il existe cependant une certitude, les commanditaires des deux attentats sont «politiquement bien informés». Une analyse qui va à contre-courant des thèses très en vogue en ce moment et qui voudraient faire admettre que le terrorisme n'est que la résultante de la malvie. Des analyses faites à l'intérieur et reprises par les médias étrangers qui n'expliquent les attentats d'Alger que par la misère dans laquelle vivaient les auteurs. Si des «experts» reconnaissent que la malvie peut pousser aux extrêmes, il ne faut cependant pas occulter l'idéologie qui a fait le nid du terrorisme.

L'islamisme et le fanatisme sont les géniteurs de ce terrorisme aveugle que certains tentent aujourd'hui de justifier par des raccourcis dangereux.

Nawal Imès

APRÈS LA JOURNÉE DE GRÈVE DE MERCREDI DERNIER

L'Ugel se prépare à d'éventuelles actions après les vacances

L'Union générale des étudiants libres (Ugel) a déposé au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique une lettre regroupant l'ensemble de ses revendications.

«Nous espérons qu'après la journée de grève du 13 décembre dernier, nos requêtes seront prises en charge. Nous nous donnons un certain temps pour savoir si les choses vont avancer pour connaître les résultats après les vacances de 15 jours (à partir du 19 décembre prochain, ndr)», a souligné le secrétaire général de l'Ugel, Medjahed Smail. Ce dernier avait, lors d'une conférence

de presse tenue la semaine dernière, expliqué les raisons de cette action de protestation. Il s'agit notamment du mode d'application du système LMD (Licence-Master-Doctorat) appliqué depuis quatre ans.

D'après ses propos, une centaine d'universitaires à Annaba, inscrits pour une licence type LMD, ne savent toujours pas s'ils ont réussi à leur examen ou pas. «Nous ne voulons pas que

le LMD connaisse le sort du Deua, dont les titulaires ne sont toujours pas reconnus par les instances habilitées», avait-il expliqué. La parité du système des crédits a également été mentionnée.

D'après le SG de l'Ugel, les unités de mesure diffèrent d'une université à l'autre. Si à Alger, le passage est accordé contre un crédit de 96 points, à Oran il est nécessaire de cumuler 120 points. Outre ce point, le mouvement étudiant relève le «déficit en places et infrastructures pédago-

giques, le manque d'encadrement, de moyens de recherche, les transferts abusifs...». Sur le plan social, les étudiants réclament une meilleure prise en charge à l'intérieur des résidences universitaires (hébergement, restauration, transport..).

L'Ugel revendique aussi l'installation des comités de cité, l'actualisation des règlements intérieurs des cités et la cessation des poursuites judiciaires contre les représentants des étudiants, notamment.

M. O.

APRÈS TROIS SEMAINES DE PARALYSIE TOTALE DE L'UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA

Les autorités acceptent enfin de dialoguer avec les étudiants

Il aura fallu trois semaines de grève et une paralysie totale des deux campus universitaires d'Aboudaou et Targa-Ouzemour, pour que les autorités de la wilaya de Béjaïa décident enfin d'entamer des discussions.

En guise de protestation contre la «dégradation des conditions socio-pédagogiques», à l'appel de la coordination des cinq résidences estudiantines, les étudiants ont paralysé l'université de Béjaïa.

Dans la journée d'hier dimanche, des pourparlers ont eu lieu avec les représentants des étudiants de l'université Abderrahmane-Mira pour tenter de dénouer la crise. C'est ainsi qu'une

réunion regroupant, le wali de Béjaïa, le recteur de l'université Abderrahmane-Mira, deux représentants du ministère de l'Enseignement supérieur, le directeur général de l'ONOU et les membres des cinq cités universitaires de Béjaïa, est observée depuis la matinée de ce dimanche au siège de la wilaya pour débattre des revendications exposées par les étudiants liées entre autres «aux problèmes d'hé-

bergement, de restauration, l'exclusion de nombreux étudiants, la médiocrité de la formation, la malvie dans les cités universitaires surchargées et l'insuffisance du transport».

Pour rappel, le wali de Béjaïa, Rachid Fatmi, tout en reconnaissant la «légitimité» des revendications des étudiants, a affirmé la semaine écoulée qu'il «n'a jamais fermé les portes du dialogue». «Les étudiants ont le droit de revendiquer et il est de notre devoir de les écouter mais nous ne pouvons débloquer la situation

qu'en nous mettant autour d'une table et nous sommes prêts à mettre les moyens pour régler les problèmes des étudiants», s'est encore engagé le wali de Béjaïa.

Par ailleurs, plusieurs centaines d'étudiants ont, dans la même matinée de ce dimanche, malgré une pluie battante, marché du campus de Targa-Ouzemour vers le siège de la wilaya de Béjaïa où un rassemblement étudiant prolongé a été observé pour réaffirmer leur détermination à faire aboutir leurs doléances.

A. K.

SAÏDA

L'assassin de l'étudiant de Boumerdès arrêté

Le crime de l'étudiant Moradji Z., âgé de 20 ans, inscrit en 1^{re} année à l'université des hydrocarbures de Boumerdès, retrouvé mort la semaine passée, poignardé dans sa chambre à la résidence universitaire de Corso, a été élucidé, et l'auteur du

crime arrêté après une semaine de cavale, avons-nous appris d'une source policière qui a refusé de nous dévoiler le mobile du crime pour le moment...

L'auteur de l'acte criminel n'est autre que le fils d'un inspecteur de l'enseignement

primaire, exerçant dans la circonscription de Saïda-ville et répondant au nom de Rahmani.

A signaler que le père de la victime, originaire de Tiaret, est le chef de département du droit au centre universitaire Dr Moulay-Tahar de Saïda.

Selon les témoignages recueillis auprès des amis de la victime, et l'auteur du crime qui a défrayé la chronique, ils étaient des amis et ont fréquenté, ensemble, la classe terminale au lycée Ibn-Sahnoun-Rachida de Saïda.

M. B. Amine

Projet de déclaration

Les signataires ci-dessous condamnent énergiquement les attentats du 11 décembre 2007.

Ils s'inclinent devant la mémoire des victimes du terrorisme islamiste et souhaitent un prompt rétablissement aux blessés.

Les signataires appellent à un dépôt de gerbes de fleurs sur les lieux des attentats le mardi 18 décembre

2007, à 9 heures 30 à Ben-Aknoun, suivi d'un autre dépôt de gerbes de fleurs à Hydra.

Alger le 15 décembre 2007

Les premiers signataires

P/le Bureau national du MDS (Aouicha Bakhti)
Le CCDR
Le CIVIC d'Oran

Mohamed Benchicou
Khedidja Baba-Ahmed
Tharwa Fadma N'Soumeur
Djazaïrouna

Fédération internationale des associations des victimes du terrorisme
Association défense et promotion des droits des femmes
Association algérienne pour la protection et la santé de l'enfant (AAPSE)